



**Coordination Sécurité
Protection de la Santé**

Ingénierie et Coordination de Lorraine

10, La Tannerie - 57070 SAINT JULIEN LES METZ

Frank DE ROSSI - 06 87 86 57 35 - icl2@wanadoo.fr



Service d'infrastructure de la Défense

Établissement

1, rue du Maréchal Lyautey

CS 95 002 – 57044 METZ Cedex 01

BOURSCHEID - CAMP LA HORIE - 1^{er} RHC

**DÉMANTÈLEMENT DE LA CHAUFFERIE SUD
BATIMENTS 0124 ET 0125**

**PLAN GENERAL DE COORDINATION
EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE
SIMPLIFIE**

Le présent P.G.C. sera adapté en fonction des P.P.S.P.S. des entreprises

DOCUMENT ETABLI PAR	:	Ingénierie et Coordination de Lorraine 10 La Tannerie 57070 - SAINT JULIEN LES METZ 03 82 23 95 07 icl2@wanadoo.fr
REDACTEUR	:	Frank DE ROSSI - Président Coordonnateur SPS Niveau 1 conception/réalisation
ETABLI LE	:	24/06/2025
MODIFIE LE	:	

SOMMAIRE

O - PREAMBULE

I - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

- 1.1 Lieu des travaux, nature et description sommaire du projet.
- 1.2 Présentation des intervenants.
- 1.3 Organismes Officiels de prévention.
- 1.4 Administrations et collectivités intéressées par les travaux.
- 1.5 Concessionnaires.
- 1.6 Services d'urgences en cas d'accident.
- 1.7 Date de déclaration par le Maître d'ouvrage de l'ouverture de chantier.
- 1.8 Entreprises intervenantes sur le chantier.
- 1.9 Météo.

II - MESURES D'ORGANISATION GENERALES DE CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

- 2.1 Calendrier général d'exécution.
- 2.2 Installation de chantier et locaux commun.
- 2.3 Clôture du chantier et portail.
- 2.4 Circulation et accès. Approvisionnement à l'intérieur du chantier.
- 2.5 Panneau de chantier - Signalisation et Protections collectives.
- 2.6 Protection Individuelles.
- 2.7 Protection contre l'incendie.
- 2.8 Nettoyage de chantier.
- 2.9 Poste de secours et secouristes.
- 2.10 Organisation du chantier - Compte prorata.

III - MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SANTE ET DE SECURITE ARRETEES PAR LE COORDONNATEUR SPS

- 3.1 Mesures d'ordre général.
- 3.2 Liste des risques.
- 3.3 Description des travaux de l'ouvrage et protection principale par lots.
- 3.4 Matériaux contenant de l'amiante, du plomb, des HAP.
- 3.5 Circulations ou déplacement sur le chantier.
- 3.6 Conditions de manutention des différent matériaux et matériels utilisés.
- 3.7 Aménagement des zones de stockage et entreposage des différents matériaux.
- 3.8 Élimination ou évacuation des déchets et décombres.
- 3.9 Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.
- 3.10 Utilisations des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.
- 3.11 Mesures prises en matière d'interaction sur le site.

IV - SUJETION DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.

- 4.1 Travaux sous circulation - Signalisation.
- 4.2 Autre activités et autres Maîtres d'ouvrages extérieurs.
- 4.3 Autres intervenants et autres concessionnaires.

V - LES MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

- 5.1 Hygiène et condition d'hébergement.
- 5.2 Protection contre les eaux.

VI - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU D'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE.

- 6.1 Généralités.
- 6.2 Sauveteurs secouristes du travail et premiers soins.
- 6.3 Renseignements pratiques pour déclenchement des secours extérieurs.
- 6.4 Mesures communes d'organisation des secours.

VII - LE PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S)

- 7.1 Remarques importantes.
- 7.2 Entreprises titulaires intervenantes sur le chantier.
- 7.3 Sous-traitants.
- 7.4 Travailleurs indépendants.
- 7.5 Pénalités.
- 7.6 Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T)
- 7.7 Plan de récolement et notes techniques.

VIII - ANNEXES

- 1. Fiche « en cas d'accident »
- 2. Fiche d'accueil
- 3. Trousse de secours

PREAMBULE

- ❑ Le chantier concernant **le démantèlement de la chaufferie** est soumis aux nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé, applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi 93 - 1418 du 31.12.93 et de son Décret d'application 94 - 1159 du 26.12.94.
- ❑ Cette réglementation vise à l'intégration de la sécurité, dès la phase conception du projet et organise la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé par la nomination de coordonnateurs, dont la mission est d'assurer lors de la phase réalisation, la coordination entre les différents intervenants du chantier.
- ❑ Cette mission s'exerce lors des phases de réalisation, par la création de Plans Particuliers de Sécurité et de Protections de la Santé (P.P.S.P.S) ainsi que la création d'un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T), si celui-ci est requis.
- ❑ Le mode prévisionnel d'exécution des travaux est décrit dans les devis des entreprises et le présent plan de coordination. Les plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) devront être rédigés en tenant compte de ces informations.
- ❑ Le présent document intitulé Plan Général de Coordination en Matière de Sécurité et de Protection de la Santé est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier ; il sert de cadre pour la rédaction des **Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé**. Le PGCSPPS est un élément évolutif remis à jour par le coordonnateur en fonction du déroulement du chantier.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention suivant :

- a) Éviter les risques.
- b) Évaluer les risques qui ne peuvent être évités.
- c) Combattre les risques à la source.
- d) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- e) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou moins dangereux.
- f) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants.
- g) Prendre les mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles.

En conséquence :

- L'entreprise qui n'a pas remis son PPSPS ne sera pas autorisée à pénétrer sur le chantier même si son délai d'exécution court.
- Les sous-traitants et Travailleurs indépendants sont liés aux mêmes exigences (R238-29 et I235-18).

I - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

1.1 - Lieu des travaux, nature et présentation sommaire du projet

a) Lieu des travaux :

CAMP LA HORIE 57370 BOURSCHEID

b) Nature des travaux :

Désamiantage et démolition de l'ancienne chaufferie Sud composée de deux bâtiments :

- Bâtiment 0124 chaufferie
- Bâtiment 0125 cuves aériennes de fioul lourd et domestique

Travaux à réaliser :

- Des travaux de désamiantage.
- La consignation des réseaux électriques et la purge du réseau électrique entre le bâtiment (transformateur) 0123 et le bâtiment 0020 et entre les bâtiments 0124 et 0125 ;
- La détection de tous les réseaux sur l'emprise des travaux ;
- Le retrait de l'ensemble des réseaux (EU, EP, TBT et RCU)
- La démolition des bâtiments 0124, 0125 et d'une cuve enterrée à proximité du bâtiment 0124
- Un diagnostic de pollution des sols complémentaires à celui fourni au présent marché après démolition des divers éléments du marché ;
- Le remblaiement des terrains avec de la terre végétale et des gravats concassés pour rattraper le niveau des terrains naturels.

c) Durée d'exécution :

Trois mois de période de préparation (PP) ;

Trois mois de travaux, décomposés en deux (3) phases d'un (1) mois chacune.

- La phase 1 d'une durée d'un mois comprendra toutes les déposes, déconstructions et démolitions de tout ce qui est hors sol y compris dalles et dallages ;
- La phase 2 d'une durée d'un mois comprendra la réalisation d'une étude de pollution de sol complémentaire au droit des démolitions et de la cuve à proximité du bâtiment 0124 ;
- La phase 3 d'une durée d'un mois, comprendra le retrait et l'évacuation des terres éventuellement polluées et le remblaiement avec des terres saines.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les CCTP du marché.

Compte-tenu de l'importance du chantier, l'opération se classe **en 3ème catégorie**.

1.2 - Présentation des intervenants

MAITRE D'OUVRAGE :

Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de METZ (ESID METZ)

Sous-Direction Investissement / PCO METZ

Service d'Infrastructure de la défense Nord-Est

Caserne Ney

1 rue du maréchal LYAUTEY

CO 92005

57044 METZ CEDEX 01

Ingénieure principale (CDT) Delphine GONDRAN

03 87 15 56 91

delphine.gondran@intradef.gouv.fr

MAITRE D'ŒUVRE :

Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de METZ (ESID METZ)

Sous-Direction Investissement / PCO METZ

Service d'Infrastructure de la défense Nord-Est

Caserne Ney

1 rue du maréchal LYAUTEY

CO 92005

57044 METZ CEDEX 01

ADC BARD

03 87 15 60 17

thomas1.bard@intradef.gouv.fr

COORDONNATEUR S.P.S :

Ingénierie et Coordination de Lorraine

10 La Tannerie

57070 SAINT JULIEN LES METZ

Frank DE ROSSI

03 82 23 95 07

icl2@wanadoo.fr

1.3 - Organismes officiels de prévention

a) Inspection du Travail dans les Armées

Contrôle général des Armées
60 boulevard du Général Martial Valin
CS 21623 - PC 066
BP 61011
75509 PARIS CEDEX

b) Prévention des risques professionnels CARSAT Alsace Moselle

Circonscription de la Moselle

3 place du Roi George
BP 31062
57036 METZ Cedex 01
03 87 66 86 22

c) Comité Régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP)

Comité régional du Nord Est
71 chemin des Cinq Piquets
54000 NANCY
03 83 20 20 03

1.4 - Administration et collectivité intéressée par les travaux

Préfecture de la Moselle

9 place de la Préfecture
57000 METZ
03 87 34 87 34

1.5 - Concessionnaires

Les travaux ne peuvent être entrepris qu'après la communication à l'entreprise des indications et recommandations fournies par les exploitants.

L'entreprise est tenue de se renseigner auprès des différents concessionnaires sur l'existence de réseaux ou ouvrages et d'adresser au moins 10 jours avant le début de ses travaux **une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) aux administrations, établissements ou organismes concernés (EDF, GDF, PTT, etc.)**

1.6 - Services d'urgences en cas d'accidents

SAMU 15
Gendarmerie 17
Pompiers 18

Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE

Hôpital de Mercy
 1 allée du Château
 57530 ARS-LAQUENEXY
 03 87 55 34 91

Centre anti poison

29 avenue de Lattre de Tassigny
 54000 NANCY
 03 83 22 50 50
 03 83 22 50 22

S.O.S. Mains**Clinique Claude Bernard**

97 rue Claude Bernard
 57070 METZ
 0 826 30 66 66
 03 87 39 60 01

1.7 - Date de déclaration préalable par le Maître de l'ouvrage

Sans objet.

1.8 - Entreprises intervenantes sur le chantier (en cours de consultation)

N° lot	Intitulé du lot	Entreprise du lot	Nom du responsable	Mail

1.9 - Service Météo

<https://meteofrance.com/previsions-meteo-france/bourscheid/57370>

II - MESURES D'ORGANISATION GENERALES DE CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1 - Calendrier général d'exécution

- ❑ Le délai contractuel du chantier est fixé dans le DCE.
- ❑ Un planning sera remis par le Maître d'œuvre au coordonnateur SPS, pour avis.
- ❑ Toutes modifications, décalages, prolongations pour diverses causes devront être soumis pour avis au coordonnateur afin d'étudier l'interaction engendrée.
- ❑ Les modifications seront alors consignées sur le registre journal. Une diffusion sera faite auprès des entreprises concernées en accord avec le maître d'œuvre.
- ❑ Les phasages seront étudiés afin de limiter la manutention manuelle.

2.2 - Installation de chantier et locaux communs

1) Généralités

- ❑ L'installation du cantonnement commun tous corps d'état ou base-vie sera réalisée par chaque entreprise titulaire du marché selon un plan d'installation qui devra être approuvé avant toute intervention. Chaque entreprise titulaire du marché se chargera de l'alimentation du chantier en moyens de service et définira en temps utile auprès des services intéressés, les besoins en eau, électricité, ligne téléphonique, etc. nécessaires à la bonne marche du chantier.
- ❑ **La base vie sera maintenue et entretenue durant toute la durée du chantier par chaque entreprise titulaire du marché.**
- ❑ Chaque entreprise titulaire du marché aura à sa charge la mise en place d'une armoire générale électrique de chantier depuis le comptage mis en place par le concessionnaire. Elle assurera la pose d'un éclairage provisoire dans les zones de circulation du bâtiment.
- ❑ L'entreprise du lot Électricité mettra en place un nombre suffisant de coffrets électriques de chantier de manière à limiter les rallonges électriques à 25m.
- ❑ Les installations électriques devront être contrôlées par un organisme agréé au fur et à mesure de leur mise à la terre, les certificats de réception seront mis à disposition du coordonnateur SPS.
- ❑ L'entreprise est chargée de l'obtention des accords administratifs, notamment pour l'occupation et l'accès au domaine public.

2) Description de l'installation :

- ❑ Les installations de chantier comprendront réfectoire, bloc sanitaire, vestiaire, salle de réunion munie d'un téléphone. Chaque entreprise titulaire du marché prévoira tous les travaux nécessaires pour assurer la mise en place des locaux sur une surface plane composée de matériaux fins compactés permettant une circulation aisée des piétons.
- ❑ Une aire de stationnement et de stockage de matériaux sera mise en place sur des plateformes en matériaux fin nivelées, empierrées et compactées par chaque entreprise titulaire du marché ; l'ensemble fera l'objet d'un plan d'installation accepté par le coordonnateur SPS en accord avec le Maître d'ouvrage.
- ❑ La remise en état initial de ces zones sera à la charge de chaque entreprise titulaire du marché.

a) Vestiaires - Réfectoires adaptés au personnel intervenant sur le chantier (Homme et/ou Femme) :

- Le local réfectoire sera muni de tables et de chaises en nombre suffisant adapté à l'effectif du chantier.
- Les tables seront recouvertes par un matériau imperméable et facilement lavable.
- Ce local doit disposer d'appareils permettant d'assurer le réchauffage ou la cuisson des aliments, d'un garde-manger type réfrigérateur destiné à protéger les aliments d'une capacité suffisante, et de robinets d'eau potable fraîche et chaude.
- Les vestiaires disposeront d'un nombre suffisant d'armoires individuelles, à double compartiment, en métal ou tout autre matériau possédant des qualités analogues.
- L'ensemble sera muni d'un éclairage et d'un chauffage type radiateurs électriques de chantier.

b) Salle de réunion :

- Elle sera mise à disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre (2 clés à fournir), un téléphone y sera installé avec batterie chargée en permanence. Il sera accessible à tout le personnel du chantier en cas d'urgence.
- Elle sera dimensionnée (40 m² minimum) pour accueillir en période de pointe les intervenants et les entreprises présentes sur le chantier le jour des réunions avec tables et chaises en nombre suffisant.

En outre, la salle de réunion sera équipée des éléments suivants :

- Une armoire fermant à clé
- 20 casques de chantier
- Un réfrigérateur
- Un lave botte
- Un éclairage et un chauffage fonctionnel.

Les dépenses d'entretien et de consommables seront pris en charge par chaque entreprise titulaire du marché.

c) Bloc sanitaire de type bungalow adapté au personnel intervenant sur le chantier (Homme et/ou Femme)

Le bloc sanitaire sera raccordé au réseau assainissement, ou autonome. Les deux possibilités seront envisagées par l'entreprise titulaire du marché en provisoire dès le démarrage des travaux.

Il sera composé :

- De lavabos ou rampe alimentés en eau chaude à température réglable (dans un local clos et couvert). Un savon et un moyen d'essuyage ou de séchage seront mis à disposition.
- De douches.
- De cabinets d'aisances de préférence d'un modèle à la turque. Ils doivent être nettoyés au moins une fois par jour, couverts, éclairés (une unité pour 20 travailleurs). Il sera équipé de papier toilette.
- Le bloc sera raccordé en eau courante et branché sur le collecteur eaux usées. Si le raccord en partie publique n'est pas réalisable dès le démarrage des travaux, l'entreprise prévoira tous dispositifs nécessaires tels que cuve ou fosse provisoire avec vidange régulière par une entreprise spécialisée.

- Ils seront munis d'un chauffage type radiateurs électriques de chantier.
- Le local sera maintenu en permanence en parfait état de propreté avec un nettoyage complet impératif au minimum deux fois par semaine. Les dépenses seront prises en compte par le compte prorata.

2.3 - Clôture du chantier et portail

- ❑ L'ensemble des clôtures de protection de chantier sera à la charge de chaque entreprise titulaire du marché (fourniture, mise en place et maintenance 7j/7 et 24h/24).
- ❑ **La clôture et le portail de chantier seront fournis et posés par chaque entreprise titulaire du marché. Le chantier sera clos et indépendant pendant toute la durée des travaux.**
- ❑ L'entreprise prévoira la fourniture, la mise en place, l'entretien, le maintien en place et le rapatriement d'une clôture chantier selon les caractéristiques suivantes :
 - Clôture périphérique de 2.00 m de haut avec portail (4.00 m x 2.00 m) permettant le passage des camions et portillon d'accès fermant à clef par cadenas,
 - La clôture sera constituée soit de poteaux et ossature bois avec remplissage bardage, hauteur 2,00 m, soit de panneaux avec plots béton de type HERAS ou équivalent,
 - Une signalisation nocturne et diurne sera mise en place si nécessaire,
 - Droit d'affichage réservé au Maître d'ouvrage.
- ❑ Des panneaux « chantier interdit au public » et « port du casque obligatoire » seront affichés au droit du portail. L'ensemble de la clôture sera maintenu pendant toute la durée du chantier.
- ❑ Chaque entreprise titulaire du marché, mettra en place et entretiendra les signalisations nécessaires au droit des **accès aménagés** ainsi que dans les **zones présentant des risques de chutes**.

2.4 - Circulation et accès - Approvisionnement à l'intérieur du chantier

1) Contrôle des entrées et sorties à l'intérieur du chantier.

- ❑ Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir initié une demande de contrôle élémentaire (CE) avec un retour validé.
- ❑ L'entrepreneur doit se référer aux articles 1.3.1 – 1.3.2 – 1.3.3 – 1.3.4 du C.C.A.P.
- ❑ L'accès au chantier se fera obligatoirement dans le sens de la circulation.
- ❑ Les voies d'accès intérieures au chantier seront réservées à l'usage exclusif des entreprises. La vitesse sera limitée à 20 Km/h. Des emplacements de dégagement devront permettre le croisement des véhicules sur les voies les plus étroites.
- ❑ Un itinéraire précis sera arrêté après concertation avec le MO, le Moe et le CSPA pendant la période de préparation. Cet itinéraire sera matérialisé sur le plan d'installation de chantier à la charge de chaque entreprise titulaire du marché.
- ❑ Chaque entreprise informera ses salariés du plan de circulation à l'intérieur du site.
- ❑ Les circulations et l'emplacement de la signalisation seront indiqués sur le plan d'installation de chantier à la charge de chaque entreprise titulaire du marché.
- ❑ Les entreprises titulaires du marché devront quotidiennement porter sur leur journal de chantier la liste nominative des employés travaillant sur le site, en y incluant les intérimaires et les locations de matériel et en y précisant la fonction de chacun.
- ❑ Le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et les entreprises titulaires du marché, établiront, tiendront à jour et communiqueront au coordonnateur SPS, la liste des personnes habilitées à

pénétrer sur le chantier ; elles seront informées des consignes de sécurité et de l'avancement du chantier.

- ❑ Les zones chantier seront balisées avec mise en place de panneaux interdisant leurs accès aux personnes non autorisées. Cette signalisation sera fixe et comprendra au minimum :
 - Panneaux travaux à l'entrée de la zone
 - Panneaux de limitation de vitesse
 - Panneaux « Port du casque obligatoire »
 - Panneaux « port de chaussures de sécurité obligatoire »
 - Panneau de signalisation de position K8 signifiant une déviation ou un rétrécissement temporaire de chaussée sur la clôture lorsque cette dernière se trouve à proximité d'une voie hors chantier
 - Panneaux "danger sortie de camions"
 - Panneaux "interdiction de stationner" si nécessaire

Cette liste n'est pas exhaustive.

- ❑ Les accès des livreurs ou des véhicules privés livrant ne seront tolérés dans l'enceinte du chantier que pour la durée de leur livraison. Chaque entreprise prendra à sa charge l'accueil de ses livraisons.
 - ❑ La circulation et l'évolution des engins et camions seront sous la surveillance d'un chef de manœuvre.
 - ❑ Chaque entreprise intervenant sur le chantier doit supporter les sujétions qui résultent de la circulation de ses camions et engins, sur le chantier et sur les voies sous circulation.
- A cet effet :

- La consigne générale de sécurité du chantier mentionnera l'intégralité des dispositions retenues et à mettre en œuvre par toute personne ayant à pénétrer sur le site.
- L'entreprise s'assurera de la fourniture et de la mise en place d'ouvrages temporaires permettant le franchissement des tranchées par les riverains, automobilistes et piétons (plaques de tôles, passerelles, ...).

2.5 - Panneau de chantier - Signalisation et Protections collectives

La fourniture et mise en place d'un panneau de chantier (dimensions à définir) identifiant le chantier, ses participants et regroupant les indications données par le Maître de l'ouvrage, sera fourni et posé à l'entrée du chantier par chaque entreprise titulaire du marché.

1) Balisage et protections collectives

- ❑ Pour la sécurité des personnes, les zones à risques devront être balisées et protégées par l'entreprise titulaire du marché, en cours ou après une intervention et en dehors des horaires de travail.
- ❑ La mise en œuvre de ces installations et leur maintenance seront sous la responsabilité et à la charge de chaque entreprise titulaire du marché par une personne nommée par l'entreprise dans son PPSPS.
- ❑ Tout entrepreneur amené à déplacer ou démonter un ouvrage de protection doit le remettre en place à la fin de chaque intervention. Le cas échéant, le coordonnateur demandera que les frais correspondants à la mise en conformité soient impartis au compte du défaillant.
- ❑ Toutefois, ces prescriptions ne dérogent pas à la loi qui fait obligation à chaque entreprise d'assurer la protection collective de son personnel intervenant sur le chantier. En d'autres termes, chaque entreprise intervenante sur un ouvrage considéré, devra s'assurer que les protections collectives mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas

le cas, cette entreprise aura à sa charge et à ses frais, la mise en place et l'entretien des dispositifs complémentaires aussi longtemps que nécessaire.

2) Risque de chutes

- ❑ Pour assurer la protection collective du personnel, les entreprises titulaires du marché proposeront dans leur PPSPS les dispositions qu'elle compte prendre contre les risques de chutes. Les protections, à la charge des entreprises, seront installées et maintenues si nécessaire pendant toute la durée du chantier.
- ❑ L'utilisation de l'échelle ainsi que les escabeaux sont à proscrire (article R.4323-63 du code du travail). Les entreprises mettront à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires, appropriés au travail à réaliser ou convenablement adaptés à cet effet (articles R. 4321-1 et R. 4321-2 du code du travail).
- ❑ Les travaux temporaires en hauteur devront être effectués en toute sécurité à partir d'un plan de travail sécurisé lors de sa conception et de son installation (article R. 4323-58 du code du travail).

2.6 - Protections individuelles

1) Du personnel de chantier

D'une manière générale, l'ensemble du personnel (y compris intérimaire) destiné à accéder au site des travaux aura l'équipement individuel minimum suivant (complété suivant l'activité particulière), décret N°93-41 du 11 Janvier 1993 :

- ❑ Vêtement de travail adapté
- ❑ **Port du casque obligatoire à tout poste de travail**
- ❑ Chaussures ou bottes de sécurité obligatoires
- ❑ Protège-oreilles obligatoire à partir de 85DBA
- ❑ Paires de lunettes contre la projection d'éclats
- ❑ Masques adaptés anti-poussière ou aux risques dus aux produits nocifs selon fiche toxicologique à demander aux fabricants et à remettre au coordonnateur SPS.
- ❑ Gants adaptés aux risques.
- ❑ Harnais d'antichute pour travaux exceptionnels ou de courte durée exposant à un risque de chute de hauteur.
- ❑ Gilet rétro-réfléchissant à haute visibilité de classe 3 ou 2, obligatoire pour travaux sous circulation.
- ❑ Tous les salariés qui interviennent sur le chantier porteront sur leurs casques ou leurs vêtements l'identification de la société à laquelle ils appartiennent.

2) Du matériel

- Les engins et véhicules circulant sur le chantier seront marqués de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes à l'arrière et sur les parties saillantes.
- Ils seront munis de feux spéciaux aux normes prévus par la signalisation temporaire.

2.7 - Protection contre l'incendie

- ❑ Chaque entreprise titulaire du marché est responsable de la sécurité incendie en cours de travaux ; elle installera notamment des extincteurs polyvalent (A.B.C) dans la « base vie ».
- ❑ Chaque véhicule et engin du chantier sera équipé d'un extincteur.
- ❑ Les extincteurs devront avoir subi les vérifications réglementaires.
- ❑ Aucun feu, type brûlage de déchets ou autres, ne sera toléré sur le site.

- ❑ Le stockage de tout matériaux inflammable ou combustible sera soumis à l'autorisation du coordonnateur SPS. Les zones seront définies et proposées sur le plan d'installation de chantier ou en fonction des besoins du chantier.
- ❑ En règle générale, les entreprises ne livreront que leur besoin ou consommation journalière.

PERMIS DE FEU

Un permis de feu délivré par le maître d'ouvrage est OBLIGATOIRE pour tous travaux par points chauds. Il sera annexé au PPSPS des entreprises.

Un permis de feu a une validité limitée dans le temps.

Il doit être ré-évalué dès qu'un de ses éléments constitutifs a changé (lieu, environnement, procédé, nature des travaux, intervenants, ...). Sa durée de validité doit être clairement indiquée sur le document.

Dans le cas où un permis de feu court sur plusieurs jours, sa validité doit être vérifiée quotidiennement afin de veiller à l'absence de nouveaux risques, jusque dans les locaux voisins (liés au phénomène de conduction thermique par exemple).

2.8 - Nettoyage de chantier

- ❑ Chaque intervenant devra nettoyer en permanence et évacuer ses gravats dans les bennes à déchets mises à disposition sur le chantier pour un tri sélectif. Ces bennes à déchets seront mises en place et installées par chaque entreprise titulaire du marché, puis évacuées vers une décharge agréée, le lieu de celle-ci sera précisé au coordonnateur SPS. Les dépenses relatives à ces bennes seront prises en charge par le compte prorata. **Il appartient à chaque corps d'état de gérer le tri de ses déchets.**
- ❑ Les bennes seront mises en place sur une surface à aménager par **chaque entreprise titulaire du marché**. Cette surface sera plane, composée de matériaux permettant la circulation aisée des piétons (gros cailloux exclus, ...) en tout temps (pluie, ...). L'accès sera traité de la même façon. La remise en état initial de cette zone sera à la charge de chaque entreprise titulaire du marché.
- ❑ Le revêtement des voies communales sous circulation, sera maintenu en permanence parfaitement propre par tous temps, par les entreprises **sous le contrôle de chaque entreprise titulaire du marché**.
- ❑ **Les camions livreurs de béton, d'enrobés, et autres, ne seront pas nettoyés sur le terrain.** A cet effet une fosse sera réalisée sur le chantier pour vider les fins de toupies de béton. Cette fosse sera curée régulièrement **par chaque entreprise titulaire du marché**.
- ❑ Les accès des bungalows seront maintenus en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement, un éclairage de nuit sera réalisé si nécessaire, et entretenu.
- ❑ Les ordures du local réfectoire seront stockées dans des poubelles puis emmenées vers le lieu de ramassage par les services d'entretien de la commune. Cette prestation sera assurée **par chaque entreprise titulaire du marché** durant sa présence sur le chantier.

2.9 - Poste de secours et secouriste

- ❑ Les entreprises disposeront des équipements de secours réglementaires et communiqueront à l'ensemble des intervenants ainsi qu'au coordonnateur SPS les personnels ayant qualité de secouriste.
- ❑ Le poste de téléphone d'alerte et de secours se trouvera dans le bureau de chantier. Il y sera joint une feuille « EN CAS D'ACCIDENT » (Modèle annexe).
- ❑ Dans le PPSPS de l'entreprise, un règlement du déclenchement d'alerte sera défini, il mentionnera notamment l'identification du chantier et des accès pour les secours.

- ❑ Sur un plan de masse, **chaque entreprise titulaire du marché** tracera les différentes zones de circulation des VL, PL, engins de chantier, piétons ainsi que les zones de stockages.

2.10 - Organisation du chantier - Compte prorata

Sans objet

III - MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SANTE ET DE SECURITE ARRETEES PAR LE COORDONNATEUR SPS

3.1 - Mesures d'ordre général

Les dispositions du décret n° 65-480 du 8 janvier 1965 tel que modifié notamment par le décret n° 95-608 en date du 6 mai 1995 fixent les prescriptions minimales applicables par les chefs d'établissements tels que visés par l'article L.231.1 du Code du travail ainsi que par les travailleurs indépendants au sens que leur confère l'article L.235.18 issu de la loi du 31 décembre 1993.

Cette loi n° 93.1418. en date du 31 décembre 1993, prise pour transposer la directive n° 92/57 CEE du Conseil en date du 24 juin 1992, dite directive "chantiers temporaires ou mobiles", a, d'une part étendu les principes généraux, à l'exemption de deux, à l'ensemble des participants à une opération de construction, généralisé le principe de coordination à l'ensemble des chantiers où sont présentes deux entreprises, d'autre part réaffirmé le principe de primauté de l'intégration de la sécurité dans l'ouvrage et enfin étendu aux travailleurs indépendants et aux employeurs qui exercent directement une activité sur le chantier certaines prescriptions du livre II, titre III du code du travail.

3.2 - Liste des risques

1) Généralités

- ❑ Dans le cadre de leur PPSPS, les entreprises analyseront les risques selon chaque phase de travaux. Pour chacun des risques, une méthode de prévention sera définie et adoptée réellement suivant l'énoncé ci-dessous :
 - Phases de travaux
 - Moyens
 - Risques (propre, exporté, importé)
 - Mesures de prévention (consigne et contrôle)

2) Risques particuliers

Plusieurs points méritent d'être soulignés :

- Les travaux seront planifiés avec précision par chaque entreprise titulaire du marché œuvre afin de gérer au mieux la coactivité avec l'activité du site et tout son environnement.
- Chaque entreprise prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du chantier et du public et éviter tout éboulement ou accident. Sa responsabilité sera pleine et entière.
- Chaque entreprise prendra les dispositions de sauvegarde et les précautions nécessaires avant tout commencement de travaux (assurances, constats, ...) afin de prévenir tout litige.
- Durant les travaux, tous les passages et accès au chantier seront protégés de façon à permettre la visite du chantier.
- Chaque entreprise devra et prendra toutes mesures nécessaires à la protection des ouvrages conservés et pouvant être endommagés par ses travaux.

Environnement du chantier :

L'entreprise prendra toutes les dispositions concernant :

- La définition des accès
- Le balisage des zones dangereuses
- Le stockage des dépôts de matériaux gênant.

- Aucun engin, ni aucune activité ou procédure ne doit créer directement ou indirectement des bruits supérieurs à la législation en vigueur qui limite celui-ci à 75dba maxi., à 1m horizontal, 85dba au droit de la source et 45dba en limite de chantier.

Signalisations de chantier :

- ❑ **La maintenance de la signalisation sera assurée par une personne habilitée nommée dans le PPSPS de l'entreprise. La signalisation sera assurée et maintenue en place 24h/24 par le titulaire du marché.**
- ❑ La mise en place de toute signalisation et protection du chantier sera réalisée conformément à la réglementation en vigueur afin de garantir la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier.
- ❑ **La signalisation de chantier sera en parfaite état, les panneaux cabossés ou usagés seront remplacés sans délais.** Elle sera complète et sans limitation, conformément à l'arrêté de circulation et comprendra notamment :
 - ⇒ Les marquages provisoires au sol,
 - ⇒ Les feux tricolores mobiles de chantier (si nécessaire),
 - ⇒ Les panneaux de signalisation conformément à la réglementation en vigueur,
 - ⇒ Les cônes et balises,
 - ⇒ Les barrières métalliques ou plastiques, déplacées en fonction de l'avancement du chantier et fermées à clef chaque soir et chaque week-end,
 - ⇒ Les flashes de nuit,
 - ⇒ La signalisation mobile,
 - ⇒ Les déviations routières nécessaires avec fléchage adéquat,
 - ⇒ Le personnel, le transport, le nettoyage et l'entretien 24h/24 et 7j/7,
 - ⇒ Les panneaux d'information,
 - ⇒ La signalisation directionnelle provisoire en fonction des arrêtés de circulation délivrés par la Mairie, à l'intérieur ou en dehors de la commune pour tout type de panneaux,
 - ⇒ La régulation de la circulation par homme trafic si nécessaire.

TERRASSEMENT GENERAUX ET EN TRANCHEE

Ces travaux seront effectués suivant **l'application stricte** des prescriptions du titre 4 du décret du 8 janvier 1965 modifié par le décret du 6 mai 1995. (Blindage **OBLIGATOIRE** des fouilles dont la profondeur est supérieure à 1,30m).

Travaux en hauteur

L'échelle est un moyen d'accès à un niveau supérieur avec les deux mains libres. Elle est à proscrire comme poste de travail tout comme les escabeaux et dans ce cas, il convient d'utiliser des plates-formes de travail, des échafaudages ou des nacelles et plates-formes élévatrices (voir chapitre ci-dessus 2.5.1)

Tous ses équipements doivent être munis de protections collectives contre le risque de chute.

Définition du type d'échafaudage et accès

- L'échafaudage sera de type MDS (Montage Démontage en Sécurité).
- La classification de l'échafaudage sera conforme aux travaux à réaliser.
- Des escaliers extérieurs seront installés afin de faciliter les circulations des salariés.
- Une entreprise mettant en place un échafaudage s'assurera de sa conformité et le fera réceptionner par une personne habilitée. L'entreprise en assurera la signalisation.
- Un PV de réception contradictoire sera établi entre le constructeur et les utilisateurs avant mise en service de ce dernier.

- L'échafaudage devra être équipé d'un filet pare gravats en cas de travaux générant des projections.
- L'entreprise se chargera de la mise en place d'un périmètre de sécurité lors des manutentions et de la pose des divers éléments de l'échafaudage.

Approvisionnement :

- La conception de l'échafaudage devra permettre la mise en oeuvre de desserte à matériaux à chaque niveau d'échafaudage.
Un treuil manuel sera intégré à l'échafaudage pour les hauteurs de travaux inférieures à 10m.
- Ce treuil sera mécanique dès que la hauteur de travail sera supérieure à 10m. Il fera l'objet d'un examen d'adéquation et d'un contrôle périodique réglementaire de mise en service.

Contrôle :

- L'entreprise se servant d'un échafaudage effectuera les contrôles réglementaires à sa bonne utilisation.

Sécurité du personnel :

- Les entrepreneurs devront mettre à disposition de leur personnel des échafaudages réglementaires équipés de tous leurs éléments de sécurité, y compris pour les travaux à petite hauteur.
- Les moyens utilisés pour l'élévation du personnel seront normalisés (plateformes, échafaudages roulants, volants, ...).
L'entreprise précisera dans son PPSPS le type d'accès aux postes de travail, les moyens utilisés pour l'élévation du personnel ainsi que les moyens de prévention des risques de chute de hauteur.
- L'utilisation de nacelles élévatrices du personnel devra s'effectuer en binôme ; un des deux personnels étant en permanence au sol pour guider les manœuvres.
- Le salarié affecté à la manœuvre de la plateforme de travail devra disposer d'une autorisation de travail et de son CACES en cours de validité.
- Pour une utilisation en sécurité des PEMP, il est nécessaire de respecter les conditions d'utilisation définies dans la notice d'instruction de l'appareil.

Prêt de matériel :

- Le prêt de matériel est soumis à l'accord préalable du coordonnateur.
- Les entreprises devront réaliser un PV de réception et une convention de mise à disposition de matériel.

La coactivité superposée simultanée est interdite.

Consignes concernant tous les travaux :

Les entrepreneurs doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment, il est interdit :

- 1) D'effectuer en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporterait une gêne à son évacuation
- 2) D'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes des consignes particulières concernant ce type de travaux

- 3) D'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de colles, solvants, cires, peintures etc.)
- 4) De déposer des matériaux ou gravats dans le cheminement d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours
- 5) De stocker des produits inflammables en dehors des locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence du public.

Tout matériel ou installation présentant en cas d'incendie, un risque de propagation à l'édifice doit être placé à plus de 10 m des façades (groupe électrogène, atelier de soudure, véhicules, ...)

□ **Utilisation de grue à tour**

Elle fera l'objet de mesures particulières à savoir : contrôle de l'installation par un organisme de prévention agréé. Un rapport de vérification de la grue (le raccordement électrique fait partie du contrôle) avec épreuve sera fourni au coordonnateur SPS, avant toute intervention.

La grue doit faire l'objet d'une conformité au regard du nouvel arrêté pour améliorer la qualité des inspections des appareils de levage (Arrêté du 1^{er} mars 2004 applicable à compter du 1^{er} Avril 2005) automatique en plusieurs étapes :

- **M1** : Examen environnemental du site
- **M2** : Avis de stabilité et inspection des ouvrages d'assises de la grue
- **M3** : vérification avant la mise en service
- **MF** : Assistance technique en cas d'effet de site constaté en mission M1
- **M4** : Vérification d'un dispositif de contrôle des mouvements de grues à tour à zones d'interférence et/ou zones interdites
-

La grue ne pourra pas survoler avec une charge les bâtiments et voies avoisinants, ni les postes de travail.

- Le grutier aura une autorisation de conduite à jour (recyclage et visite médicale).

Stockage des matériaux :

- Les entreprises installeront les aires de stockage selon le principe prévu sur le plan d'installation de chantier. Ces aires ne sont pas figées et pourront être déplacées à la demande du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre ou du coordonnateur SPS
- Le stockage des matériels et de matériaux dans le bâtiment sont interdits (sauf dérogation écrite signée du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS).
- Chaque entreprise utilisant des produits portant sur l'étiquette "produit dangereux et/ou inflammable" devra joindre sa fiche NFT 100 afférente au produit et suivre les instructions du fournisseur tant pour le stockage que pour la mise en œuvre du produit. La règle du permis de feu pourra être mise en vigueur.
- Un emplacement délimité sera prévu pour le stockage de chaque lot. La maintenance des engins est interdite sur site.
- Le stockage des hydrocarbures est interdit en dehors des zones spécialement aménagées.
- L'approvisionnement doit se réaliser suivant le planning et l'avancement des travaux. Un plan de stockage des matériaux sera proposé par chaque entreprise titulaire du marché au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

Découvertes archéologiques :

Dans le cas de découverte d'éléments archéologiques ou de "valeur historique", l'entreprise devra en avvertir immédiatement le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre. La propriété de la découverte sera soumise à la législation en vigueur.

Risques pyrotechniques :

Au cours des travaux, en cas de découverte d'engins de guerre enterrés ou non, l'entreprise devra en aviser immédiatement le Maître d'ouvrage et devra :

- Suspendre immédiatement les travaux sur site et y interdire toute circulation au moyen de clôtures, panneaux, signalisations, balises, ...
- En informer immédiatement le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS et l'autorité chargée de procéder à l'enlèvement ou à la neutralisation sur site des engins non explosés.
- Ne reprendre les travaux qu'après en avoir reçu l'autorisation.
- En cas d'explosion fortuite d'un engin de guerre, l'entreprise devra procéder tel que défini ci-dessus.

Nettoyage des chaussées :

L'entretien et le nettoyage des voiries existantes sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché.

3.3 - Description des travaux de l'ouvrage et protections principales par type de travaux.**Travaux en zone confinée (cuves, vides sanitaires - caves, galeries longues et étroites, conduites, puits, ...)**

L'espace confiné est dangereux car il contient une atmosphère qui ne se renouvelle pas facilement.

PRINCIPAUX RISQUES

La majorité des accidents, souvent graves voire mortels, qui surviennent lors d'interventions en espaces confinés est liée à une **atmosphère déficiente en oxygène**, à la **présence de gaz ou de vapeurs toxiques** ou encore à une explosion ou à un incendie. Ce seront donc les premiers risques à évaluer dans le cadre de l'élaboration d'une procédure de travail.

En outre, il faut être conscient qu'il y aura souvent un **problème lié à la difficulté de porter secours à une victime ou d'évacuer une victime, en particulier si la voie d'accès est restreinte** ou si la topographie du site est défavorable (faible hauteur, exigüité), si l'éclairage est insuffisant, si les lieux sont encombrés... Or la vitesse d'intervention des secours est primordiale lorsqu'il y a une intoxication par des produits neurotoxiques, syndrome de détresse respiratoire aigüe, insuffisance cardiaque....

Une attention particulière devra donc être apportée à l'élaboration du plan d'intervention des secours en cas d'accident.

PRINCIPALES CAUSES DES ACCIDENTS

- Une analyse des risques inexistante ou insuffisante ;
- Un défaut de communication d'informations entre entreprises utilisatrices et entreprises intervenantes. Certains risques liés au process ou à l'installation peuvent ne pas être connus par les opérateurs qui assurent la maintenance ;
- Des risques non identifiés de réactions chimiques entre substances incompatibles ou de fermentation anaérobie des déchets végétaux, animaux, ménagers, boues...
- Une insuffisance du contrôle d'atmosphère avant et pendant l'intervention ;

- Des consignations ou des mises en sécurité d'installations inadaptées ;
- Des équipements de protection inadaptés ;
- Un manque de communication entre opérateurs ;
- Une insuffisance d'encadrement et de suivi des travaux ;
- Une formation insuffisante du personnel évoluant à proximité de tels espaces ou intervenant dans ces espaces ;
- Une absence de procédures concernant les mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident.

Les défauts d'organisation, de consignment, de préparation des interventions, la mauvaise connaissance de l'état des installations ou l'usage d'outils inadaptés favorisent les accidents.

PREVENTION DES RISQUES

L'identification et la prévention de ces risques nécessitent :

- une véritable analyse préalable,
- une bonne connaissance des procédés mis en œuvre ou des matières que l'on peut trouver dans les espaces confinés ainsi que des réactions chimiques ou biologiques auxquelles ces matières peuvent donner naissance,
- et enfin une reconnaissance des lieux.

Cette analyse doit aussi tenir compte des conditions particulières créées par l'intervention ou les travaux.

En outre, la nécessité de faire pénétrer des personnes dans des lieux exigus et mal ventilés doit impérativement attirer l'attention des donneurs d'ordres et du personnel d'encadrement des entreprises intervenantes sur l'importance de cette analyse pour définir et arrêter les mesures de prévention et de protection appropriées.

Les conclusions de cette démarche préalable doivent permettre d'informer les sous-traitants et le personnel d'intervention concernés.

Pour que les travaux se déroulent dans de bonnes conditions, cela suppose que :

- un **responsable** soit désigné,
- un **plan de prévention** de tous les risques (appauvrissement en oxygène, gaz délétères, atmosphère explosive, noyade, ensevelissement...) soit établi,
- des **procédures spécifiques d'intervention en espaces confinés** soient mises au point,
- des **instructions adaptées** soient arrêtées et explicitées aux intervenants,
- un surveillant extérieur soit désigné et une bonne coordination des travaux dans l'espace et dans le temps soit assurée en tenant compte du fait que les intervenants peuvent ne pas être en contact visuel avec l'extérieur,
- les installations ou les équipements dangereux soient **consignés**,
- une **aération ou une ventilation renforcée** soit mise en place,
- les intervenants disposent tous de détecteurs de gaz avec alarme, fiables, régulièrement étalonnés et contrôlés,
- les intervenants disposent de **moyens de protection adaptés** (masques auto-sauveteurs, appareils respiratoires isolants autonomes à circuit ouvert, dispositifs de protection contre les chutes de hauteur...),
- le **bon fonctionnement de tous les équipements de protection ou de contrôle** soit vérifié avant l'opération,
- les **intervenants soient formés** et aient reçu une **autorisation de travail en espaces confinés**,

- un **permis de pénétrer** dans l'espace d'intervention ait été établi, informant en particulier les intervenants des dangers inhérents aux installations et aux matières ainsi qu'à la configuration particulière des lieux,
- les **mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident** soient arrêtées et communiquées aux intervenants.

Pour toutes les interventions dans un espace confiné, le rôle de l'encadrement est essentiel pour limiter les risques. Il doit être impliqué dans l'ensemble des opérations, de la préparation de l'intervention jusqu'à son achèvement, déconsignation et remise en service des installations comprises.

L'intervention sera planifiée, avec vérification de la disponibilité et du bon état du matériel.

L'opération ne sera confiée qu'à des intervenants formés et compétents avec une procédure adaptée au type de travail à effectuer et aux contraintes dans lesquelles il devra être effectué.

L'entreprise adoptera une procédure de travail qui doit a minima :

- Définir les espaces confinés auxquels elle s'applique,
- Rappeler qu'il est interdit à toute personne ne disposant pas d'une autorisation individuelle de pénétrer dans un espace confiné,
- Rappeler que toute intervention est subordonnée à la délivrance d'un permis de travail par un responsable autorisé et que ce permis devra être validé par le responsable de l'opération avant toute entrée dans l'espace confiné,
- Préciser la signalisation et l'aménagement sécuritaire de la zone de travail (protection d'accès),
- Préciser les règles concernant la détection des gaz,
 - Personne qualifiée,
 - Méthode et fréquence d'étalonnage des détecteurs,
 - Méthode à suivre pour effectuer les tests,
 - Interprétation des résultats et procédures à appliquer.
- Les opérations de consignation,
 - Sources d'énergie,
 - Arrivée de fluides.
- Les opérations de nettoyage et de purge à réaliser préalablement à toute entrée,
- La ventilation à mettre en œuvre,
 - Type et puissance du ou des ventilateurs, emplacements,
 - Débit d'air requis durant les travaux.
- Les équipements de protection individuelle qui devront être utilisés et rappeler l'obligation d'utilisation et de signalisation de matériel défectueux,
- Vérifier le bon fonctionnement du détecteur gaz (autotest, charge de la batterie),
- Vérifier le bon état de l'auto-sauveteur,
- Faire une détection avec le détecteur gaz dans l'ouvrage au point le plus bas (à l'aide d'une corde) et à chaque palier pendant 3 minutes,
 - si alarme (danger) ne pas descendre,
 - si aucun danger, l'intervenant peut descendre avec le détecteur gaz en marche, et l'auto sauveteur sur lui.
- Rappeler l'obligation d'un surveillant ainsi que son rôle et son autorité,
- Préciser les moyens de communication entre :
 - Le surveillant et les personnes à l'intérieur de l'ouvrage,
 - Le surveillant et les services de secours (au sens large).

- Les règles à respecter pour le travail par point chaud et pour le travail en présence de poussières combustibles,
- La procédure de sauvetage et d'intervention des secours.
- Si risque de chute (accès non sécurisé ou dangereux - échelle en mauvais état) utiliser une potence, un stop chute, un harnais.
- Ne pas descendre si l'utilisation du harnais et de la potence est impossible, et si l'accès est dangereux.

ROLE DU SURVEILLANT

Un agent (dont les compétences requises et les coordonnées seront précisées dans le PPSPS de l'entreprise intervenant sur chantier) sera désigné pour assurer la surveillance depuis l'extérieur ainsi que pour faire respecter les consignes spécifiques pour ces interventions. A l'aide des instructions figurant sur le permis de pénétrer dans la zone d'intervention, il doit notamment vérifier que :

- Tous les équipements de sécurité qui y sont mentionnés sont présents et en état de fonctionnement ;
- Le balisage de la zone d'intervention a été réalisé ;
- L'aération a été réalisée et les dispositifs de ventilation ont été installés, mis en route et ont fonctionné pendant la durée prévue ;
- Les contrôles d'atmosphère ont été réalisés et n'ont pas mis en évidence d'atmosphère dangereuse ;
- Les équipements destinés à prévenir les chutes de hauteur sont opérationnels ;
- Les personnes pénétrant dans l'espace confiné sont équipées de l'ensemble des moyens de protection individuelle nécessaires à l'intervention.

Pendant toute la durée de l'intervention, le surveillant :

- assure la surveillance permanente des intervenants depuis l'extérieur, par l'entremise de moyens de communication ou de moyens d'alerte appropriés ;
- est en liaison permanente avec les intervenants et leur donne l'ordre d'évacuation s'il est informé d'un problème ou s'il constate une défaillance du matériel de ventilation ;
- dispose des moyens nécessaires pour donner l'ordre d'évacuation et appeler les secours ;
- est en permanence et à l'exclusion de toute autre activité affecté à cette mission ;
- ne pénètre en aucune circonstance dans l'espace confiné.

Il connaît et sait mettre en œuvre les procédures de sauvetage. Il a reçu une formation spécifique et traçable pour sa mission

DEPOSE - DEMOLITION

- ❑ Avant le commencement des travaux de dépose et de démolition, le titulaire devra s'assurer de la neutralisation des réseaux électriques partant du transformateur (bâtiment 0123) jusqu'au bâtiment 0124.
- ❑ Les travaux seront effectués avec du matériel et des engins maintenus dans un parfait état de fonctionnement. Les fiches d'entretien et de suivi du matériel et des engins présents sur le chantier seront tenues à disposition des différents contrôleurs. Le personnel chargé de ces entretiens sera précisé nominativement, ainsi que la qualification qu'il possède, dans le PPSPS de l'entreprise. Les pneumatiques font partie des présents contrôles.
- ❑ Le terrassement et le procédé d'évacuation des terres seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise, notamment le sens de circulation des engins, le nettoyage de fin de journée, la

passation des consignes de sécurité, ainsi que la décharge destinataire des déblais. Les voies communales devront rester propres, une signalisation à la sortie du chantier sera mise en place selon la réglementation en vigueur.

- ❑ Le stockage des terres ne devra pas créer de mares d'eau. Les eaux de ruissellement dans les tranchées et les terrassements devront être évacuées, aucune rétention d'eau ne sera tolérée sur le chantier.
- ❑ L'approvisionnement du chantier se fera au fur et à mesure des besoins du chantier.
- ❑ Les manœuvres des engins ou camions seront sous la responsabilité d'un responsable de manœuvre.
- ❑ Les fouilles restées ouvertes ou les zones de murs à abattre seront ceinturées par un grillage de signalisation.
- ❑ Les fouilles seront remblayées à l'avancement.
- ❑ Le personnel travaillant dans la zone d'évolution des engins de chantier doit porter un casque de chantier.
- ❑ Les avertisseurs de recul et gyrophares des engins et camions seront mis en action.
- ❑ Le personnel sera équipé de protections individuelles spécifiques décrites dans le PPSPS de l'entreprise.
- ❑ L'entreprise titulaire du marché précisera la méthodologie qu'elle utilisera pour effectuer la démolition ainsi que le type de protections provisoires permettant la protection contre les chutes de matériaux lors de la destruction (type de matériels).
- ❑ Les moyens de levage seront conformes à la réglementation (voir chapitre 3.5).
- ❑ Les coffrages et les étalements éventuels seront décrits dans le PPSPS de l'entreprise ainsi que les équipements, les délais de décoffrages et le choix des moyens et mode de manutentions.
- ❑ Les zones de stockages seront clairement définies au moyen d'un plan soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage, ainsi que les moyens de lutte contre l'incendie qui seront prévus et décrits au PPSPS de l'entreprise.
- ❑ Pour les travaux nécessitant des échauffements, prévoir le matériel nécessaire à la sécurité incendie (extincteur, moyen d'alerte, etc.). Un permis de feu devra être délivré par le Maître d'ouvrage.

TERRASSEMENT

Terrassements généraux et en tranchée - assainissement - Réseaux enterrés

- ❑ Avant de commencer les travaux de terrassement, le chef de chantier prendra les mesures de sécurité appropriées.
- ❑ Il s'informerait auprès du service de voirie intéressé en cas de travaux sur le domaine public, ou auprès du propriétaire en cas de travaux sur le domaine privé, de l'existence éventuelle de terres rapportées, ainsi que de l'emplacement et de la nature des canalisations ou câbles souterrains pouvant se trouver dans la zone de travaux projetés. Il devra s'informer également du risque d'imprégnation du sous-sol par des émanations ou produits nocifs.
- ❑ Les terrassements à moins de 1,50 m des réseaux gaz et électricité seront obligatoirement réalisés manuellement. Le personnel devra disposer d'une Autorisation d'intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) en cours de validité.
- ❑ Les arbres, les blocs de pierre, ainsi que le matériel, les matériaux et objets de toute nature, se trouvant à proximité de l'emplacement où des fouilles seront entreprises, doivent être enlevés ou solidement maintenus lorsqu'il apparaît que leur équilibre risque d'être compromis lors de la réalisation des travaux.

- ❑ Les fouilles en tranchées de plus de 1,30m de profondeur et de largeur, égale ou inférieure au deux tiers de la profondeur, doivent, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, être blindées, étrésillonnées ou étayées.
- ❑ Cependant, la notion de profondeur n'est pas le seul critère pour décider de mettre en place un blindage : la cohésion du terrain, l'environnement proche du chantier et les moyens mis en œuvre sur le chantier (surcharge liée au poids des engins, vibrations, présence d'eau, ...) peuvent constituer également des causes d'éboulement.
- ❑ Afin de prévenir les ensevelissements, lors de la préparation du chantier, il appartient au responsable d'évaluer les risques d'éboulement et de définir dans quelles conditions la tranchée doit être sécurisée, quelle qu'en soit sa profondeur.
- ❑ Les moyens matériels seront mis en œuvre en fonction du milieu et de l'encombrement du sol.
- ❑ La reprise des fondations en sous-œuvre ne doit être exécutée que par petites portions et au fur et à mesure que les blindages, étrésillons ou étais mis en place, assurent une sécurité suffisante.
- ❑ Dans le cas où les divers éléments du blindage sont assemblés hors de la fouille, la hauteur de ces éléments doit être au moins égale à la profondeur totale de la fouille. Pour éviter tout renversement ou déplacement, le blindage après avoir été descendu dans la fouille, doit être convenablement calé.
- ❑ Afin d'empêcher les chutes de déblais, de matériaux, d'outils ou d'objets de toute nature à l'intérieur des fouilles en tranchée de plus de 1,30m de profondeur, celles-ci doivent être entourées de plinthes d'une hauteur de 15 cm au moins ou comporter un blindage dont les éléments dépassent le niveau du sol de 15 cm.
- ❑ Il est rappelé que des déblais ou du matériel ne peuvent être déposés le long d'une tranchée de plus de 1,30m de profondeur que s'il est possible de ménager une berme d'une largeur de 0,40m au moins. Cette berme doit rester constamment dégagée de tout dépôt.
- ❑ Lorsque des personnes seront appelées à franchir une tranchée de plus 0,40m de largeur, des moyens de passage doivent être mis en place.
- ❑ **En cas de découverte d'un engin susceptible d'exploser, le travail doit être immédiatement interrompu au voisinage jusqu'à ce que les autorités compétentes aient fait procéder à l'enlèvement de l'engin.**
- ❑ Les parois des fouilles seront généralement instables, ceci nécessitera de travailler par tranches courtes de réseau et de prévoir un blindage des fouilles adapté à la nature du terrain.
- ❑ Le retrait du blindage se fera par couches après compactage.
- ❑ Les terrassements à proximité de constructions existantes devront être menés avec toutes les précautions nécessaires afin de ne pas les déstabiliser.

VRD - ESPACES VERTS

- ❑ Les terrassements seront effectués avec du matériel ou engin maintenu dans un état de fonctionnement. Son entretien et sa fiche de suivi seront tenus à disposition des différents contrôleurs, le personnel chargé de son entretien sera indiqué nominativement ainsi que la qualification qu'il possède. Les pneumatiques font partie des présents contrôles.
- ❑ Le terrassement et procédé d'évacuation des terres seront détaillés dans le PPSPS, notamment le sens de circulation des engins, le nettoyage de fin de journée, la passation des consignes de sécurité, ainsi que la décharge destinataire des déblais. Les voies communales resteront propres, une signalisation à la sortie du chantier sera mise en place selon la réglementation.
- ❑ L'entreprise appliquera à la lettre le décret du 8 janvier 1965 concernant les fouilles en tranchées (**blindage OBLIGATOIRE au-dessus de 1,30m de profondeur**).
- ❑ Le stockage des terres ne devra pas créer de mares d'eau. Les eaux de ruissellement dans les tranchées et les ouvrages d'assainissement devront être évacuées, aucune rétention d'eau ne sera tolérée sur le chantier.

- ❑ Les élingues pour la pose des tuyaux et éléments préfabriqués seront dimensionnées, adaptées, en parfait état et vérifiées périodiquement
- ❑ L'approvisionnement du chantier se fera au fur et à mesure des besoins du chantier.
- ❑ Les manœuvres des engins ou camions seront sous la responsabilité d'un responsable de manœuvre.
- ❑ Les fouilles restées ouvertes seront ceinturées par un grillage de signalisation. Les regards, dès qu'ils seront posés, seront munis de leur tampon de fermeture.
- ❑ Les fouilles seront remblayées à l'avancement.
- ❑ Tout le personnel travaillant à la pose des tuyaux devra utiliser des moyens mécaniques ou matériels conformément à l'article R.4541-3 du code du travail afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges lourdes. Dans le rayon d'action d'une pelle mécanique le personnel doit porter obligatoirement un casque de chantier.
- ❑ Pendant les travaux de nivellement des matériaux de confection de chaussée avec la niveleuse, l'entreprise mettra en place un responsable de manœuvres pour diriger les engins et les camions d'approvisionnements. Les avertisseurs de recul et les gyrophares des engins et camions seront mis en action.
- ❑ La mise en œuvre des enrobés feront l'objet de mesures de sécurité décrites dans le PPSPS de l'entreprise.

Travaux à proximité d'une ligne aérienne ENEDIS :

Dans tous les cas, avant intervention à proximité d'un réseau électrique, réaliser les DICT et prévenir le responsable ENEDIS pour définir les mesures de sécurité à appliquer.

Lorsque la mise hors tension est impossible, le chef d'entreprise doit s'assurer que la réalisation du chantier n'amènera pas les salariés eux-mêmes, ou les objets qu'ils utilisent (appareils de levage, pioches, benne de camions, etc), à s'approcher à une distance inférieure à : 3 m si la tension est inférieure à 50 000 V - 5 m si la tension est supérieure à 50 000 V

Travaux à proximité d'autres réseaux :

Afin de réduire les risques ainsi que les dommages aux réseaux aériens ou enterrés pouvant survenir lors de travaux à proximité, chaque entreprise intervenant sur le chantier disposera d'au moins un salarié titulaire d'une **AIPR adéquate et en cours de validité.**

TRAVAUX SUR COUVERTURE - TRAVAUX EN HAUTEUR

- ❑ **La mise en place d'un échafaudage devra respecter les consignes de montage définies par les textes législatifs suivants :**
 - Décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipes à disposition pour les travaux temporaires en hauteur et modifiant le code en partie : décrets en conseil d'Etat et décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié par le décret du 6 mai 1995.
 - Arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages et arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et modalités d'agrément pour la vérification de conformité des équipements de travail.
 - Un procès-verbal de réception de l'échafaudage sera établi par l'installateur signé par le ou les utilisateurs (P.V d'adéquation). Il sera affiché de façon visible sur la structure de l'échafaudage. Seuls les signataires de ce procès-verbal pourront utiliser cet échafaudage.
- ❑ A l'aide de nacelles, l'entreprise installera un filet garde-corps sur tout le périmètre de la couverture pour sécuriser les travaux sur toiture. L'espacement des potelets ne doit pas excéder 2 mètres, la hauteur du filet est de 1,20 m, les filets comporteront en partie haute et basse une ralingue qui sera tendu tous les 10 m maximum et ils seront conformes à la norme NF P 93-311.

- ❑ Si des lignes de vie sont installées, elles seront vérifiées avant mise en service par un organisme agréé ; elles sont positionnées sur les plans.
- ❑ Le système de fixation des garde-corps devra être adapté à leur support et détaillé dans le PPSPS de l'entreprise.
- ❑ Toutes ces installations de sécurité seront contrôlées par une note de calcul ou essais à la charge de l'entreprise.
- ❑ **Le harnais de sécurité devra être porté lorsque le moindre risque de chute se présentera et qu'il ne pourra être mise en place de protections collectives, le matériel sera au préalable contrôlé, en bon état et sera conforme à la réglementation en vigueur.**
- ❑ Du fait du risque envers les autres participants du chantier, lors des travaux en hauteur ou lors des approvisionnements, les entreprises préciseront également les moyens utilisés pour la prévention et l'avertissement de ce risque.
- ❑ La position éventuelle du stockage de propane ou tout autre gaz, ainsi que l'implantation des postes de chauffage, seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise.
- ❑ Les zones de stockages seront clairement définies au moyen d'un plan soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage ainsi que les moyens de lutte contre l'incendie qui seront prévus et décrits au PPSPS.
- ❑ Pour les travaux nécessitant des échauffements, prévoir le matériel nécessaire à la sécurité incendie (extincteur, moyen d'alerte, etc). Un permis de feu devra être délivré par le Maître d'ouvrage à chaque utilisation d'un point chaud.
- ❑ Toutes précautions seront prises lors du stockage d'éléments sur la toiture afin d'éviter tout risque d'effondrement.
- ❑ Elles remettront dans leur PPSPS la position éventuelle du stockage de propane ou tout autre gaz, ainsi que l'implantation des postes de chauffage, d'oxycoupage, ...
- ❑ Les manutentions depuis le sol jusqu'à la toiture du bâtiment seront assurées par la ou les grues dont l'entrepreneur exécutant aura la responsabilité de direction, toutes mesures nécessaires étant prises pour empêcher la projection de matière et de matériaux pendant les travaux d'approvisionnement.
- ❑ En cas de vent forts (60 km/h) les travaux sur la toiture devront être évités et suspendus. (Consultation des prévisions météo).
- ❑ Les plates-formes ou nacelles élévatrices feront l'objet d'un contrôle de levage en cours de validité de 6 mois au maximum.

DEPOSE DE BARDAGE - TRAVAUX EN FACADES

- ❑ L'échafaudage sera conforme à la recommandation note technique N° 18 révisée en janvier 1998.
- ❑ **La mise en place de l'échafaudage pour la pose de l'isolation des façades devra respecter les consignes de montage définies par les textes législatifs suivants :**
 - Décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipes à disposition pour les travaux temporaires en hauteur et modifiant le code en partie : décrets en conseil d'Etat et décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié par le décret du 6 mai 1995.
 - Arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages et arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et modalités d'agrément pour la vérification de conformité des équipements de travail.
 - Un procès-verbal de réception de l'échafaudage sera établi par l'installateur et signé par le ou les utilisateurs (P.V. d'adéquation). Il sera affiché de façon visible sur la

structure de l'échafaudage. Seuls les signataires de ce procès-verbal pourront utiliser cet échafaudage.

L'entreprise signalera son activité au sol par du balisage sur le périmètre de la zone concernée.

ELECTRICITÉ

- ❑ Le branchement provisoire électrique fera l'objet d'un PV de réception.
- ❑ Chaque entreprise titulaire du marché doit la mise en place des coffrets de distribution provisoire de chantier (tableau avec 6 prises) ainsi que leurs raccordements sur les installations existantes. Le nombre de coffret permettra d'éviter l'utilisation de rallonges électriques de plus de 25 m.
- ❑ Les coffrets seront suspendus ou sur pieds et n'entraveront en aucun cas les cheminements du personnel intervenant sur site.
- ❑ Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra y accéder.
- ❑ L'éclairage des zones sombres et des circulations à raccorder sur l'interrupteur général du chantier sera à la charge de chaque entreprise titulaire du marché et sera conforme à la réglementation en vigueur.
- ❑ Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place de l'éclairage de ses postes de travail.
- ❑ Les installations électriques feront l'objet des contrôles prévus par la réglementation en vigueur, effectués par un organisme de contrôle agréé.
- ❑ Les électriciens devront avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils auront à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14.11.1988).
- ❑ Le personnel devra posséder les titres d'habilitation électrique sur chantier (UTE C18-510), les titres seront annexés au PPSPS de l'entreprise. Ils sont symbolisés par une lettre et un chiffre.
- ❑ L'électricité est à l'origine d'accidents du travail graves, voire mortels ; il convient donc de connaître le matériel et les principes de sécurité qui se rattachent à ce risque.

Dans son PPSPS, l'entreprise précisera :

- Le matériel électrique utilisé : degré de protection et la classe (type d'isolation et sa liaison à la terre).
- Le matériel spécifique : baladeuses, prolongateurs, coffrets électriques, dispositifs différentiels portatifs 30 mA.
- Le type de protection différentielle mise en œuvre.
- La mise en place de moyens d'élévation normalisés du personnel.
- Dans la mesure où des interventions en toiture seront nécessaires, celles-ci devront être effectuées en présence de protections collectives.
- Le mode opératoire retenu pour le stockage des matériels et matériaux en toiture (VMC).
- La consignation en cas de remise partielle sous tension.

Pour les travaux en hauteur voire les recommandations ci-dessus.

3.4 - MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE, DU PLOMB, DES HAP ET HTC

INTERVENTION SUR DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE :

Lors des travaux de démolition et réhabilitation, les produits amiantés ne peuvent pas être déposés par une entreprise non certifiée.

L'entreprise sera en possession des diagnostics amiante avant travaux transmis par le M.O.

Voir les rapports de diagnostic établis par SOCOTEC :

- dossier 2307CGENA - BI0180000011580 en date du 12.06.2024, concernant la recherche de la présence de matériaux contenant de l'amiante.
- dossier 2307CGENA - BI0180000011580 en date du 12.06.2024, concernant la recherche de matériaux contenant de l'amiante

Rappel : le retrait de matériaux contenant de l'amiante doit être réalisé par une entreprise qualifiée et certifiée qui rédigera un plan de retrait accepté par les organismes de prévention : IT, CARSAT, OPPBTP (une copie du plan de retrait et de la lettre d'envoi recommandée devra être adressée au coordonateur SPS avant démarrage des travaux).

La méthodologie d'intervention de ce plan de retrait accepté sera suivi à la lettre par l'entreprise de désamiantage

❑ **L'entreprise adjudicataire devra respecter les dispositions suivantes :**

- Confinement et retrait de matériaux non friables contenant de l'amiante (articles R4412-125 à R4412-19 du code du travail)
- Dispositions applicables en fin de travaux (articles R4412-134 à R4412-135 du code du travail)
- Le personnel aura la formation (articles R4412-136 à R4412-137 du code du travail)
- Respecter le champ d'application (article R4412-19 du code du travail) ainsi que les dispositions préalables à chaque intervention (articles R4412-143 à R4412-148 du code du travail).
- Contrôle des niveaux d'empoussièrement en début, pendant et en fin de chantier (articles R4412-105 à R4412-109 du code du travail).

Le personnel des entreprises devra être habilité à ce type de risque. Il doit posséder une **attestation de compétence à la prévention du risque Amiante sous-section 4 ou sous section 3.**

Les travaux seront réalisés selon l'article R4532-46 Décret N°2008-244 du 7 mars 2008

Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R.1334-22, R.1334-27 et R.1334-28 du code de la santé publique sont joints à la consultation.

Lors des travaux de démolition, ces produits amiantés devront être séparés des autres gravats. De manière générale, ces déchets et produits doivent être manipulés et transportés avec toutes les précautions permettant de conserver leur intégrité et d'éviter la formation de débris et d'éléments susceptibles de libérer des fibres.

PLOMB :

Le rapport issu du diagnostic/contrôle plomb avant travaux sera mis à disposition de toutes les entreprises intervenant sur le chantier par le Maître d'Ouvrage, afin de permettre à l'entreprise de choisir la meilleure manière d'opérer pour protéger la santé de ses salariés.

HAP / HTC :

Voir le rapport de diagnostic établi par ENVISOL Réf.: A2310-006_R_JP_1b en date du 31.05.2024

3.5 - Circulation ou déplacement sur le chantier

1) Dispositions Générales

- ❑ Pour la réalisation technique de son chantier, suivant l'évolution de son planning d'exécution, les entreprises titulaires du marché proposeront au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, dès la phase préparation, les dispositions qu'elles auront retenue, à savoir:
 - guidage des piétons (si nécessaire),
 - conditions d'accès aux zones traversées,
 - traverses des zones d'évolution des engins.
- ❑ **Toutes ses dispositions sont à la charge des entreprises.**

2) Points particuliers des stockages

- ❑ L'approvisionnement doit se réaliser suivant le planning et l'avancement des travaux. Un plan de stockage des matériaux sera proposé par l'entreprise au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

3) Règle de circulation

- ❑ Une première règle : **respecter le code de la route** sauf dérogation de règles spéciales applicables au besoin du chantier (circulation réglementée à l'intérieur du quartier militaire).

◆ Pour engins de production, camions et véhicule de service

- ❑ Allumer les feux spéciaux : gyrophare jaune, signaux de détresse si l'engin ou le véhicule progresse lentement ou immobilisé.
- ❑ Pour entrer et sortir, utiliser l'accès prévu.
- ❑ Circuler à droite.
- ❑ Obligation absolue de maintenir en permanence les accès aux services de secours médical ou incendie.
- ❑ Interdiction de prendre des passagers à bord d'un engin, sauf s'il est muni d'un siège à cet effet.
- ❑ Pour toute manœuvre et notamment de recul, dans des conditions de visibilité insuffisante ou à proximité d'un point singulier (crête de talus, fouille en tranchée, ...) un ou plusieurs signaleurs doivent assister le conducteur et prévenir les travailleurs survenant dans la zone où évolue le véhicule ou l'engin. Le code de commandement adopté par l'entreprise doit être porté à la connaissance du personnel.
- ❑ Tout conducteur est soumis aux règles de circulation des piétons dès qu'il descend de son engin ou véhicule.
- ❑ Respect du balisage ou signalisation.

◆ Pour les piétons

- ❑ Respect du balisage ou signalisation en place et emprunt des accès et cheminement réservés aux piétons.
- ❑ Interdiction de circuler à pied sur les pistes ouvertes à la production ou dans les zones d'évolution des engins sauf pour y assurer une tâche de signaleur.
- ❑ Le transport groupé du personnel se fera à bord d'un véhicule aménagé à cet effet, conformément aux prescriptions du code de la route.

3.6 - Conditions de manutention des différents matériaux et matériels

1) Autorisations de conduite

La conduite des véhicules ou engins ne pourra être confiée qu'à des personnes reconnues aptes médicalement. Ils seront munis obligatoirement :

- ❑ **D'un permis de conduire** correspondant à la catégorie du véhicule immatriculé.
- ❑ **D'une autorisation de conduite** correspondant à la catégorie d'engins suivant la recommandation n°135 du CNT-BTP (tout engin de TP : nacelles élévatrices, pelles mécanique, bouteur, niveleuse, chargeur, ect..)

Le matériel ou les engins divers, utilisés ou présents sur le site seront référencés individuellement, maintenus dans un état parfait de marche, leur entretien sera indiqué nominativement ainsi que la qualification qu'ils possèdent. Les pneumatiques font partie des présents contrôles.

2) Approvisionnement des matériaux

- ❑ Ils seront définis et organisés dans le PPSPS des entreprises.

3) Emploi d'un engin de levage - Moyen de levage et manutention

a) Choix du matériel

- ❑ **Tenir compte des éléments suivants :**
 - le poids des charges à élever ou à descendre
 - leurs portées pour certains appareils
 - leurs dimensions
 - la hauteur sous crochet nécessaire avec les accessoires de levage
 - l'état de la surface d'appui (accès, installation, pente et dévers, obstacles)
- ❑ **Exiger pour l'appareil et pour les accessoires de levage :**
 - la conformité à la réglementation en vigueur (avec marquage CE et attestation de conformité le cas échéant, nom du fabricant, désignation du type, charge maximale d'utilisation, tableau de charges etc.)
 - la remise d'une notice d'instruction en français.
 - les vérifications nécessaires (aptitude à l'emploi)
 - la formation éventuelle des opérateurs.

b) Les différentes vérifications

- ❑ Le chef d'entreprise doit faire effectuer ou s'assurer **avant utilisation** que les différentes vérifications ont bien été faites.
- ❑ **Ces vérifications sont à faire :**
 - A la mise en service (tenir compte des vérifications faites ou non faites par le fournisseur ou loueur)
 - Suivant une périodicité (entretien)
 - A la remise en service (c'est-à-dire en cas de changement de site d'exploitation ou des conditions d'utilisation sur un même site, lors d'un démontage suivi d'un remontage, lors d'un remplacement, d'une réparation ou d'une transformation intéressant un organe essentiel ou à la suite d'un accident provoqué par la défaillance d'un organe essentiel).

- ❑ Les vérifications, réalisées par un organisme de prévention, doivent être consignées sur le registre des appareils de levage à disposition sur le lieu d'utilisation.
- ❑ Pour les appareils mobiles, le compte-rendu de la dernière vérification doit se trouver dans la cabine de la machine.
- ❑ L'entreprise devra présenter dans son PPSPS, les modalités de préparation et d'implantation des appareils de manutentions mobiles. Les responsables de manœuvres devront avoir suivi les formations appropriées ainsi que prendre toutes les dispositions de sécurité contre la chute des personnes lors de la manutention.

4) Manutention manuelle

- ❑ Une formation essentiellement à caractère pratique doit être donnée sur les gestes et postures à adopter pour la réalisation en sécurité des manutentions.
- ❑ Elle doit faire l'objet de toutes dispositions et précautions individuelles et collectives. La méthode, ainsi que le type de protection utilisé, seront consignés dans le PPSPS.
- ❑ Dans la mesure du possible, l'employeur prendra les mesures d'organisation appropriées ou mettre à la disposition des travailleurs les moyens adaptés, si nécessaire en combinant leurs effets, de façon à limiter l'effort physique et réduire le risque encouru lors de ces opérations.
- ❑ Les matériaux seront conditionnés de préférence en palettes, conteneurs ou fardeaux assemblés
- ❑ Les câbles, tireforts, chaînes, cordes, élingues, crochets servant au chargement ou au déchargement seront :
 - Réglementaires, normalisés et adaptés
 - Sans hernie, étranglement, déformation, ni nœud.
 - Sans toron cassé, ou médaillon déformé
 - Raccordement, épissures et nœuds d'amarrage, réalisés par organisme spécialisé.
 - Avec crochet ne permettant pas le décrochage accidentel des fardeaux.

5) Manutention et déchargement

- ❑ Les entreprises devront indiquer avec précision la méthode et les moyens prévus pour réaliser leurs manutentions.
- ❑ Pour la manutention d'éléments préfabriqués (longrines, charpente métallique, équipements techniques), l'entreprise prévoira, au stade de l'exécution des plans, les points d'ancrage pour l'élagage des éléments.
- ❑ La manutention s'effectuera avec les protections individuelles (gants de protection, vêtements de travail, casque, chaussures de sécurité).
- ❑ Un passage sur la voie de circulation devra être laissé pendant les opérations de déchargement.
- ❑ L'utilisation du matériel de levage et manutention par d'autres corps d'état sera acceptée par l'entreprise à qui appartient le matériel, sous réserve que ce dernier soit conforme aux normes de sécurité.
- ❑ Le matériel doit toujours être conduit par un personnel qualifié de l'entreprise auquel il appartient.
- ❑ L'arrimage doit être exécuté par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel, sous réserve que le corps d'état utilisateur ait fourni le matériel de manutention conforme et adapté.
- ❑ Le guidage est effectué par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel.
- ❑ Des dispositions devront être prises par les entreprises pour éviter le survol des circulations par des charges manutentionnées par le personnel du chantier.

Ces dispositions devront être précisées dans les PPSPS de chaque entreprise concernée.

3.7 - Aménagement des zones de stockage et entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou substances dangereuses

- ❑ Ces zones seront soumises à l'agrément du Maître d'œuvre et du coordonnateur SPS, et portées sur l'avant-projet du plan de l'installation de chantier.
- ❑ Un emplacement délimité sera prévu pour le stockage de chaque lot. Si la maintenance des engins est prévue sur site, une aire étanche sera réalisée par l'utilisateur en vue du stockage des carburants, huiles, vidange des moteurs.
- ❑ Le stockage des hydrocarbures est interdit en dehors des zones spécialement aménagées.

3.8 - Élimination ou évacuation des déchets et des décombres

- ❑ L'entreprise remettra dans son PPSPS les positions de stockage des déchets ainsi que la méthode d'évacuation.
- ❑ Les déchets de produits traités aux liants hydrocarbonés seront évacués aux décharges contrôlées.
- ❑ Il ne sera pas toléré de décharge « sauvage » sur le chantier.

3.9 - Condition d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

- ❑ Une entreprise mettant en œuvre des matériaux dangereux doit le signaler dans son PPSPS en indiquant les risques créés par les matériaux (joindre les fiches de données de sécurité).
- ❑ L'entreprise est responsable de l'enlèvement de tout excédent ou déchet des matériaux mis en œuvre.

3.10 - Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

1) Protections collectives

L'attention des entreprises est attirée par l'avantage présenté par les procédés de construction intégrant la sécurité ou permettant de l'intégrer.

2) Trois grands principes règlent l'organisation de la sécurité sur le chantier :

1. Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés
2. La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises demande que l'entreprise mandataire soit chargée de la mise en place et de la maintenance des protections collectives.
3. Priorité sera donnée aux installations de protections définitives par rapport aux installations provisoires.

3) Les protections collectives contre le risque de chute des personnes et des objets en tous points, devront être installés, selon l'évolution du chantier, là où elles s'avéreront nécessaires.

- ❑ Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'était pas le cas, il aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositif

nouveaux et complémentaires pour assurer la protection de son personnel, ainsi que le maintien des dispositions nouvelles.

- ❑ Les modifications seront alors soumises à l'accord du coordonnateur SPS, sous forme d'un additif au PPSPS.
- ❑ **Toutes ses dispositions de protections collectives seront maintenues, entretenues et régulièrement vérifiées par l'entreprise titulaire du marché qui en est responsable, et si nécessaire pendant toute la durée du chantier.**
- ❑ Elles ne donneront pas lieu à une rémunération complémentaire.
- ❑ Les protections, autres que celles prévues par le PPSPS de l'entreprise, pourront être décidées soit par l'application de la réglementation, soit par le Maître d'Ouvrage ou/et le coordonnateur SPS.
- ❑ A cet effet, il est important de lire **l'article 22 du décret n° 65-48 du 8 Janvier 1965 modifié par le décret du 06.05.1995.**
- ❑ De manière à éviter une dépose anticipée des protections collectives, l'entreprise titulaire du marché devra installer ses différents dispositifs de sécurité (gardes corps, protection des trémies, etc.) en tenant compte des méthodes de travail, ainsi que de l'emplacement des ouvrages réalisés par les autres entreprises ou autres corps d'états.
- ❑ Le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre se réservent le droit, en cas de défaillance d'une entreprise, de faire appel à une entreprise du chantier ou extérieur, pour remettre en place ou en état, les protections collectives aux frais de l'entreprise défaillante.

Poste de travail isolé :

Les entrepreneurs organiseront leurs travaux ou opérations de maintenance des équipements de travail, de manière qu'un poste de travail ne comporte pas moins de deux personnes.

En cas d'impossibilité avérée (auquel cas prévenir le MO, le Moe et le CSPS), des mesures spécifiques en fonction des contraintes du site sont à prendre par l'entreprise, avec par ordre de priorité :

- la présence d'un surveillant de travaux ;
- la fourniture d'un Dispositif d'Alarme pour Travailleur Isolé (DATI) ou Protection du Travailleur Isolé (PTI) ;
- la mise en place d'une procédure d'alerte (appel téléphonique de l'entreprise par le travailleur isolé au début et en fin de poste, visite systématique et périodique par un agent de l'établissement ou un gardien...).

L'entreprise tiendra compte de ces mesures pour la poursuite de ses travaux et en aucun cas ne pourra justifier ce poste de travail isolé par la présence d'autres entreprises sur site. Ces dernières peuvent être amenées à quitter les lieux à tous moments pour des raisons qui leur sont propres ...

2) Accès provisoires :

Chaque entreprise titulaire du marché devra assurer, pendant la durée du chantier, l'entretien et le nettoyage des voies publiques franchies ou sur lesquelles ses accès se raccordent. Elle devra assurer la signalisation et le pilotage aux points de liaison avec les voies publiques.

Installation électrique, téléphone, branchements d'eau et d'électricité du chantier :

A la charge de chaque entreprise titulaire du marché :

- ❑ L'installation des réseaux provisoires nécessaire à la base vie : électricité, eau potable, téléphone et raccordement eaux usées.

- ❑ L'entreprise prévoira depuis son tableau électrique principal l'alimentation et l'éclairage provisoire réglementaire de tous les locaux, locaux borgnes, vides sanitaires ainsi que les déplacements et adaptations nécessaires suivant avancement.
- ❑ Installation de coffrets électriques de chantier avec cinq prises, munis d'arrêt « coup de poing » et d'une protection 30 ma (minimum 1 par étage). Ils seront disposés afin d'éviter des longueurs de rallonge de + de 25 m.
- ❑ Un certificat de conformité de l'installation électrique devra être fourni.
- ❑ Mise en place du réseau d'eau potable à partir du comptage en limite de propriété.
- ❑ Réseau provisoire avec robinets de puisage répartis dans le bâtiment, avec emplacements à repérer sur le plan d'installation du chantier.

3.11 - Mesures prises en matière d'interaction sur le site

- ❑ Les travaux seront réalisés à proximité de bâtiments occupés.
- ❑ Chaque entreprise titulaire du marché devra la mise en place de confinements permettant la séparation du flux chantier de celui des usagers.
- ❑ Les zones concernées par les travaux de dépose/démolition ainsi que les circulations devront être confinées par chaque entreprise titulaire du marché, afin d'éviter toute propagation de poussières aux abords du chantier et dans les locaux restant en activité.
- ❑ Ces confinements seront réalisés par une peau intérieure en matériaux solides afin d'obtenir une résistance mécanique adéquate à leurs usages, et par une peau extérieure en matériaux étanches afin de préserver le reste des infrastructures des poussières.
- ❑ Les entreprises devront préciser par écrit à leur personnel les consignes pour limiter la gêne des usagers. Les zones à risques devront être rendues inaccessibles par la mise en place permanente de barrières, portes de chantier ou de balisages.
- ❑ Toute entreprise dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections collectives mises en place par l'entreprise l'ayant précédé sur le chantier doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses propres travaux garantissant une protection collective efficace et en assurer la maintenance jusqu'à la fin des travaux.
- ❑ Si pour une tâche déterminée, ou pour des raisons techniques, une entreprise est amenée à déposer un élément de protection, elle doit assurer immédiatement la continuité de la sécurité par un autre moyen. Elle rétablira les protections initiales dans les plus brefs délais.
- ❑ Si la nécessité se faisait jour d'interventions superposées de salariés d'une même ou de plusieurs entreprises, des protections adaptées devraient être mises en place. Une étude devrait être faite dans les PPSPS des entreprises concernées, y compris pour toute modification éventuelle du planning, et soumises au coordonnateur SPS.

IV - SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1 - Généralités

- ❑ Les interférences seront traitées au fur et à mesure par le coordonnateur SPS, qui provoquera éventuellement une réunion avec les exploitants.
- ❑ A cet effet, toutes les protections tant ambiantes (poussières) que physiques (clôtures), que environnementales (bruits) seront étudiées avec soin par les entreprises.
- ❑ Des mesures indispensables envers ces nuisances non traitées seront instituées par le coordonnateur aux frais des entreprises fautives.

4.2 - Travaux sous circulation - Signalisation :

Mettre en place une signalisation conforme à la réglementation routière « signalisation temporaire ». Les panneaux seront fournis, installés et entretenus par chaque entreprise titulaire du marché. Un arrêté communal sera établi, il réglera la circulation des véhicules mais aussi des piétons. L'arrêté sera affiché sur le chantier.

La maintenance de la signalisation sera à la charge de l'entreprise 24h sur 24h et 7 jours/7.

4.3 - Autres intervenants et autres concessionnaires

Dans le cadre de ses travaux, d'autres intervenants (les concessionnaires en particulier) pourront intervenir sur ce chantier.

Ils réaliseront leur chantier en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie Civil issues de la loi n° 14.18 du 31.12.1993, portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n° 92.57 du 24.06.1992 et définies par les décrets du 26.12.1994 et du 4 et 6 Mai 1995.

En particulier les intervenants se concerteront pour prévenir les risques résultant de l'interférence de leurs interventions, selon l'article L 4531-3 de la loi n°14.18 du 31.12.1993. A ce titre ce P.G.C.S.P.S sera remis au Maître d'Ouvrage.

V - MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

5.1 - Hygiène et conditions d'hébergement

- ❑ La base vie sera mise à disposition par chaque entreprise titulaire du marché.
- ❑ Chaque entreprise intervenant sur le chantier sera chargée du nettoyage des installations.
- ❑ Les bureaux, vestiaires, sanitaire seront obligatoirement desservis par des cheminements balisés et parfaitement dégagés de toute contrainte des travaux ou livraisons.
- ❑ Leur balisage et entretien seront obligatoires et à la charge de chaque entreprise titulaire du marché
- ❑ Un registre d'observations doit être mis à la disposition des salariés pour qu'ils puissent, le cas échéant, y consigner leurs observations en ce qui concerne l'état du matériel et des installations, l'existence des causes susceptibles d'en compromettre la solidité et l'application des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers.
- ❑ Ce registre doit être tenu à la disposition du Coordonnateur SPS, des services de la CARSAT, de l'OPPBTP et de l'inspection du travail des Armées.

5.2 - Protection contre les eaux :

Les entreprises doivent assurer à leurs frais la protection de leur chantier et des installations contre les eaux de toute nature et de toute origine et en assurer l'évacuation, par tous moyens et ouvrages nécessaires et prendre toutes les mesures pour éviter les pollutions.

VI - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU D'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION EN LA MATIERE

6.1 - Généralités

- ❑ Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'incendie, d'inondation, d'éboulement, de la présence d'un risque électrique ou d'une fuite de gaz doivent figurer sur le PPSPS, être affichés dans les locaux de la base vie.
- ❑ Le coordonnateur SPS, devra être informé de tout accident ou incident immédiatement après les faits. Le MO, Le Moe, l'inspecteur du travail des Armées, la CARSAT et L'OPPBTB devront également être avisés dans les 48 heures.
- ❑ Chaque entreprise titulaire du marché devra afficher près du téléphone de chantier les différents numéros d'appels d'urgences.

6.2 - Sauveteurs Secouristes du travail et premiers soins

- ❑ Dans chaque atelier où sont effectués des travaux dangereux, dans chaque chantier occupant 20 personnes au moins pendant plus de 15 jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (Art.R.241-39 du code du travail).
- ❑ Au-delà de cette obligation réglementaire, et compte tenu du chantier, il est important que chaque entreprise doive avoir formé ou recyclé des sauveteurs secouristes du travail, environ 2 pour 10 personnes.
- ❑ Les sauveteurs secouristes du travail devront être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc.)
- ❑ À noter que **tout salarié doit être préparé sur la conduite à tenir en cas d'accident ou de sinistre** dans le cadre de la formation à la sécurité.
- ❑ Chaque entreprise dès qu'elle sera désignée, remettra au coordonnateur SPS, la liste de ses secouristes, de plus elles afficheront leur nom dans leur bungalow bureau et réfectoire.
- ❑ Chaque atelier de travail **devra disposer d'une trousse de premiers soins** dont le contenu sera adapté par le médecin du travail en fonction des risques et du niveau de formation des secouristes. Les salariés seront informés des endroits où ces boîtes sont entreposées.

6.3 - Renseignements pratiques pour déclenchement des secours extérieurs :

- ❑ Un poste téléphonique mobile demeurant accessible au personnel durant la totalité des périodes d'activité du chantier sera installé dans le bureau de chantier - salle de réunion. Ce poste permettra l'appel des numéros 15, 18, 17, sans l'usage d'une carte téléphonique.
- ❑ À côté du téléphone, la consigne de déclenchement des secours doit être claire et les numéros d'appel affichés
- ❑ Prévoir le guidage des secours extérieurs
- ❑ Sur les chantiers importants ou ayant des zones de travail dont l'accès est délicat, le repérage des lieux ou de ces zones est à faire avec les secours extérieurs et conduit généralement à l'établissement d'un plan de secours.
- ❑ En fin de chantier, le responsable de l'entreprise d'espaces vert sera muni d'un téléphone portable « en cas d'accident » - consignes affichées dans la camionnette.

6.4 - Mesures communes d'organisation des secours

Pendant toute l'intervention, les entreprises titulaires de marché :

- ❑ Établiront un plan d'accès au chantier avec point d'accueil, à transmettre aux services d'urgence
- ❑ Établiront les consignes de premiers secours qui contiendront les indications à donner au service secours pour les modalités d'accès.
- ❑ Rempliront la fiche « appel en cas d'accident » qui sera affichée en parfaite visibilité de tout le personnel intervenant sur le chantier.
- ❑ Tiendront à jour la liste nominative des secouristes présent sur le chantier et celle du matériel médical, en veillant que le nombre minimal soit effectivement atteint.

VII - LE PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S)

7.1 - Remarques importantes

- ❑ L'intervention du Coordonnateur Sécurité ne modifie pas l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.
- ❑ Le respect des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues d'intégrer et mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

7.2 - Entreprises titulaires intervenantes sur l'opération

- ❑ Une semaine avant le démarrage de leurs travaux, les entreprises devront soumettre au coordonnateur, à partir du Plan général de coordination (PGCSPS), un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

1) Présentation et rôle du P.P.S.P.S

- ❑ Les entreprises devront participer à une inspection commune avec le coordonnateur SPS, avant la remise de leur PPSPS
- ❑ Le PPSPS doit être rédigé par le personnel d'encadrement de chantier ; il est spécifique à chaque chantier. Il sera rédigé en tenant compte des données générales et particulières contenus dans le P.G.C. et dans le compte rendu de l'inspection commune
- ❑ L'intervention sur le chantier ne peut se faire qu'après acceptation du PPSPS.
- ❑ Dans son PPSPS, l'entreprise titulaire du marché présentera l'analyse des tâches et les modes opératoires qui sont à réaliser, avec la mise en évidence des risques et des mesures prise par l'entreprise pour éliminer les risques.
- ❑ Nous rappelons aux entreprises que le PPSPS doit être présent sur le chantier et qu'il doit être communiqué au personnel de chantier.
- ❑ Avant intervention sur le chantier, et après que le PPSPS ai été accepté par le coordonnateur SPS, l'entreprise organisera une réunion avec le personnel qui interviendra sur le chantier pour lire et commenter le PPSPS et le faire signer. Le coordonnateur SPS, sera informé de cette réunion et pourra y participer. Cette formation à la sécurité se fera avec chaque nouvel arrivant sur le chantier.
- ❑ **Les différentes phases de travaux et les modes opératoires seront présentés sous forme de schémas.**

2) Contenu du PPSPS (Consulter également le chapitre 3.3 description des travaux)

- ❑ Le PPSPS comportera au moins 5 chapitres et des annexes :

2.1 Renseignements généraux

- ❑ Renseignement concernant l'opération.
- ❑ Le nom et l'adresse de l'entreprise.
- ❑ L'adresse du chantier et l'effectif prévisible.
- ❑ Les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

2.2 La description des travaux et méthodes de travail en faisant ressortir :

- ❑ Les risques propres à l'entreprise et en tenant compte des contraintes d'environnement.

- ❑ Les moyens de prévention choisis.
- ❑ Les travaux qui représentent des risques d'interférence liés à la co-activité avec d'autres entreprises
- ❑ Les risques réciproques et les moyens de prévention proposés.

Cette partie est la plus importante du plan ; elle doit être accompagnée d'une analyse détaillée des risques liés :

- Aux modes opératoires.
- Aux matériels, dispositifs et installations.
- À l'utilisation de substances ou préparations dangereuses
- Aux circulations et déplacements sur le chantier

2.3 Modalités de prise en compte des mesures de coordination générales définies par le coordonnateur SPS.

2.4 Les mesures d'hygiène et locaux destinés au personnel, mis en place ou à disposition tels que prévus dans le plan général de coordination.

2.5 L'organisation des premiers secours de l'entreprise avec notamment :

- Le matériel médical disponible
 - Les sauveteurs secouristes du travail
 - Les mesures prises pour l'évacuation des blessés dans le cadre du plan générale coordination.
- ❑ Le plan peut évoluer, il est toujours possible de modifier des modes opératoires, des mesures de préventions, si les risques encourus sont diminués ou si les mesures de préventions présentent une garantie équivalente. Ces substitutions seront portées à la connaissance du coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du PPSPS : il sera établi alors un additif au PPSPS de départ.

7.3 - Sous-traitants

- ❑ La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter par un autre entrepreneur une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'Ouvrage.
- ❑ Le sous-traitant doit établir son PPSPS. Ce plan est établi à partir du PGC et PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre qui veillera au respect de leurs dispositions.
- ❑ Le marché de sous-traitance est conclu par un contrat conforme à la loi du 31.12.75. Chaque entreprise **a l'obligation de déclarer ses sous-traitants et de formuler une demande d'agrément auprès du Maître d'ouvrage.**
- ❑ Le sous-traitant doit disposer de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur pour établir le PPSPS. Ce délai est ramené à huit jours pour les travaux accessoires.

7.4 -Travailleurs indépendants

- ❑ Ils sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers selon les dispositions issues de la loi 93-1418 du 31.12.93 et de ses décrets d'application. Ils doivent :
 - A l'obligation de remettre au coordonnateur un PPSPS
 - Au respect des décrets n°95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995
 - Le PGC leur est applicable en totalité.

7.5 - Pénalités

- ❑ L'entrepreneur qui n'a pas remis au Maître d'ouvrage ou au Coordonnateur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou d'un PPSPS à modifier à la demande du coordonnateur est puni d'une amende prévue dans la loi 93-1418 du 31.12.1993
- ❑ S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.
- ❑ Dans le cas d'un additif au PPSPS non remis, l'entrepreneur ne pourra pas débiter les tâches concernées par cet additif.

7.6 - Collège interentreprises de sécurité, de santé, et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T)

Sans objet, l'opération étant classée en 3^{ème} catégorie.

7.7 - Plans de récolement et notes techniques

En fin de chantier, les entreprises fourniront en 3 exemplaires un plan de récolement détaillé ainsi que les notes techniques des différents produits et matériaux mis en place

VIII - ANNEXES

1. Fiche « en cas d'accident »
2. Fiche d'accueil
3. Trousse de secours

Le Coordonnateur SPS - Président
Frank DE ROSSI



FICHE « EN CAS D'ACCIDENT »

EN CAS D'ACCIDENT

Ce document rappelle la conduite à tenir en cas d'accident. Il doit être affiché sur les lieux de travail et dans les véhicules (art. L.4711-1 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

Appelez le sauveteur-secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

1 Téléphonez au :

2 Dites :
 Ici chantier :
 à (commune, arrondissement) :
 n° rue
 Autre point de repère :
 Téléphone chantier :

3 Précisez : • la nature de l'accident (éboulement, asphyxie, chute...)
 • l'emplacement du blessé (le blessé est sur un toit, au sol, dans une fouille...)
 • s'il y a nécessité de dégagement

4 Signalez le nombre de blessés et leur état (trois blessés dont un saigne et un ne parle pas...)

5 Décrivez l'intervention du secouriste (premiers soins, bouche-à-bouche...)

6 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point afin de guider les secours

7 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier



Sauveteurs-secouristes du travail : une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs-secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou leur tenue de travail.

Nom	Prénom
Nom	Prénom
Nom	Prénom
Nom	Prénom

1. FICHE D'ACCUEIL

FICHE D'ACCUEIL

Cette fiche est établie sous la responsabilité de l'employeur dès l'arrivée du travailleur sur son nouveau lieu d'activité ou à son nouveau poste (art. L.4141-2 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

LE TRAVAILLEUR

Nom Prénom

Qualification

Affectation Date

Statut ☐ CDI ☐ CDD ☐ Stagiaire ☐ Intérimaire ☐ Autre

* Les travailleurs précaires (CDD, stagiaires, intérimaires, apprentis) doivent recevoir une formation renforcée à la sécurité et ne pas être affectés aux travaux interdits par le Code du travail.

Aptitude médicale Restrictions éventuelles
oui ☐ non ☐

Autorisations - Habilitations

Autorisation de conduite :

<input type="checkbox"/> Permis de conduire	<input type="text"/> catégorie
<input type="checkbox"/> Engins de chantier	<input type="text"/> catégorie
<input type="checkbox"/> Appareils de levage de charges	<input type="text"/> catégorie
<input type="checkbox"/> Plate-forme élévatrice mobile de personnes	<input type="text"/> catégorie

☐ Habilitation électrique niveau

☐ Autres

à préciser

Formations spécifiques

<input type="checkbox"/> Sauveteur-secouriste du travail	<input type="checkbox"/> Montage-démontage d'échafaudage
<input type="checkbox"/> Amiante	<input type="checkbox"/> Formation au port des EPI (protection respiratoire, système antichute...)
<input type="checkbox"/> Utilisation des extincteurs	
<input type="checkbox"/> Autres <input type="text"/>	<input type="text"/> à préciser

FORMATION AU POSTE DE TRAVAIL

Remise et présentation du livret d'accueil : oui ☐ non ☐

CONDITIONS DE CIRCULATION

Visite des lieux de travail effectuée : oui ☐ non ☐

Emplacement des installations d'accueil :

Accès et cheminements piétons :

Accès et cheminements engins :

EXÉCUTION DES TRAVAUX

Travaux à réaliser :

Moyens d'exécution et protections collectives :

Consignes particulières de sécurité :

Équipements de protection individuelle remis en fonction de l'évaluation des risques :

☐ Casque☐ Masque de soudeur☐ Autres☐ Masque antipoussières☐ Gants

à préciser

☐ Chaussures de sécurité☐ Protecteur antibruit☐ Masque antigaz☐ Lunettes☐ Vêtements de protection☐ Système antichute**DISPOSITIONS EN CAS D'ACCIDENT**

Secouriste(s) présent(s) sur le chantier :

M. M. M. M. M.

Emplacement du moyen d'appel :

Présentation de l'affiche « En cas d'accident » : oui ☐ non ☐Fait à le **Le responsable hiérarchique**Nom Prénom Fonction

Signature

Le collaborateurNom Prénom Fonction

Signature

2. TROUSSE DE SECOURS

USAGE DE LA TROUSSE DE SECOURS

Un sauveteur-secouriste du travail (SST) appartenant à l'unité de travail en assure la présence, la garde et l'approvisionnement.

Celui-ci ou, à défaut, le responsable sur le chantier en effectue la vérification périodique (notamment, le suivi des dates de péremption, remplacement des éléments consommables utilisés). Cette boîte, qui n'est pas l'accessoire obligatoire du secouriste est un élément mobile qui doit lui être apporté en cas de nécessité.

CONTENU

■ Non consommable

- 1 coussin HAEMOBAND (nouveau modèle)
- 1 couverture isothermique (non stérile)
- 2 poches de récupération de membres sectionnés
- 1 paire de ciseaux à bouts ronds
- 1 pince à écharde inox à bouts pointus
- 12 épingles de sûreté à boule
- 1 masque de protection pour bouche-à-bouche
- 10 gants en vinyle à usage unique
- 30 pansements auto-adhésifs (sous conditionnement individuel)
- 2 boîtes de 10 compresses stériles individuelles 30 x 30
- 1 kit bandes dans sac minigrip :
 - 3 bandes extensibles (3 m x 7 cm)
 - 3 bandes extensibles (3 m x 10 cm)
 - 1 bande crêpe (4 m x 10 cm)
- 1 rouleau sparadrap anallergique (5 m x 2 cm)
- 1 écharpe triangulaire
- 5 sachets unitaires pansements gras (10 cm x 10 cm)
- 10 dosettes de Chlorhexidine aqueuse stériles
- 1 flacon de Dacryosérum 100 ml
- 1 boîte Coalgan
- 12 compresses Pharmadose Arnica
- 1 sac pour récupération des déchets

MODALITÉS D'UTILISATION

■ Contusion – entorse sans plaie

- Appliquer de l'arnica. Immobiliser le membre.
- Adresser chez le médecin selon gravité.

■ Plaie simple

- Nettoyer et désinfecter (dosette antiseptique Chlorhexidine).
- Pansement.
- Protection antitétanique par le médecin dans les 12 heures, sauf vaccination à jour.

■ Brûlure thermique simple

- Refroidir immédiatement avec de l'eau.
- Appliquer un pansement gras.
- Pansement.
- Adresser chez le médecin pour soins complémentaires et surveillance.

■ Corps étranger dans l'œil

En cas de projection irritante ou contaminante, laver abondamment les deux yeux au Dacryosérum ⁽¹⁾ et adresser chez l'ophtalmologiste.

■ Saignement de nez

Mèche de Coalgan dans le nez, tête en avant.

REMARQUES

Cette liste est indicative, le matériel de premiers secours est choisi en fonction des risques de l'entreprise, l'avis du médecin du travail est incontournable pour établir le contenu de la trousse de secours. Il en fixe l'usage (personne compétente...) en situation d'urgence.

Les modalités d'utilisation de la trousse et de renouvellement du contenu font l'objet d'une procédure écrite dans l'entreprise, signée par le chef d'établissement et connue du CHSCT.

Vérifier le matériel et les produits régulièrement, notamment les dates de péremption et le bon état des emballages.

Nommer un responsable pour assurer la vérification périodique et l'utilisation de la trousse.

La trousse de secours est placée dans un endroit facilement accessible et signalé par panneaux, à l'abri de la chaleur et de la lumière.

COMPLÉMENTS DE CONTENU

Les compléments de contenu de la boîte de secours de l'unité de travail sont introduits sous la responsabilité du médecin du travail ; ils ne doivent concerner que les boîtes des secouristes ayant reçu une formation initiale appropriée et une formation de recyclage tous les deux ans.

Le choix de ces compléments relève de la compétence du médecin du travail et ne saurait être précisé ici. Il est effectué en tenant compte des risques propres à l'entreprise ou au chantier, des difficultés d'accès rencontrées par les secours médicalisés.